KARL KORSCH

La guerre et la révolution

Le texte de cette brochure est extrait de Marxisme et contre-révolution *de Karl Korsch (Seuil, 1975, épuisé), présenté et traduit en français par Serge Bricianer. Le texte original, « War and Revolution », a été publié en 1941 dans* Living Marxism, *VI, 1.*

Nous tenons à remercier Claude Orsoni et Michel Prat pour leur aide précieuse.

AB IRATO
2001
abirato.free.fr

Sommaire

Bibliographie de Karl Korsch

Marxisme et Philosophie, traduction
par Claude Orsoni, Minuit, 1964.

Karl Marx, traduction par
Serge Bricianer, Champ Libre, 1971.

L'anti-Kautsky, ou la conception matérialiste de l'histoire, traduction par Alphé Marchadier, Champ Libre, 1973.

Marxisme et contre-révolution, traduction
et présentation de S. Bricianer, Seuil, 1975.

Dans la *Critique sociale* : « Lenine : sur le matérialisme historique » (n°7, janvier 1933) ; « Le marxisme en France de 1871 à 1905 », (n°7) ; « Biographie de Karl Marx », (n°8, avril 1933). In *La Critique sociale*, réimpression complète, Éditions de la Différence, 1983.

en allemand :

Gesamtausgabe, œuvres complètes en cours de publication, éd. par M. Buckmiller, Amsterdam, IISG, 4 vol. parus.



Relire Korsch

FIDÈLE à sa conception de la « spécificité historique », Karl Korsch traite de la guerre en la situant historiquement, c'est-à-dire qu'il replace les conflits dans leur époque. Il distingue ainsi deux grandes périodes : l'époque moderne, laquelle s'étend de l'essor du capitalisme, à la Renaissance, jusqu'au début du XXème siècle, époque du développement progressiste de la bourgeoisie – « progressiste » au sens où elle est encore en lutte avec la société féodale –, et l'époque contemporaine débutant avec la Première guerre mondiale. Serge Bricianer [1], présentant en 1975 les textes de Korsch dans *Marxisme et contre-révolution,* rappelait que les guerres de l'époque moderne sont marquées, pour Korsch, par une « intime liaison » entre la guerre totale et le mouvement révolutionnaire de l'essor de la bourgeoisie : la première unifiant et exaltant les forces de ce développement. Korsch s'étend longuement sur cette liaison entre la guerre et le développement historique du capitalisme à l'époque moderne. Durant toute cette période, la guerre a été un élément constitutif du développement du capitalisme, un moyen de dépasser ses conditions féodales d'existence et les rapports sociaux anciens qui leur étaient liés.

Les guerres contemporaines, qu'inaugure la Première guerre mondiale, apparaissent dans un tout autre contexte, elles n'ont plus le caractère révolutionnaire bourgeois qu'elles avaient précédemment. Ce premier conflit mondial du XXème siècle clôt pour Korsch la longue période des guerres comme moments progressistes du développement capitaliste. Avec la Deuxième guerre – dont le texte proposé ici est une analyse *à chaud* datant de 1941 – il n'y a plus pour Korsch de caractère progressiste des guerres capitalistes ni de possibilité de leur transformation en révolution sociale. Comme le précise Serge Bricianer, l'élément impérialiste a désormais pris le dessus sur l'élément « progressiste ». Les guerres deviennent essentiellement des luttes intestines aux classes dirigeantes et non plus des moments constitutifs du développement capitaliste ; elle vont de pair, entre autre, avec l'intégration « démocratique » ou autoritaire du mouvement ouvrier dans l'appareil d'Etat (*New Deal* américain, Fronts populaires, fascismes et résistances démocratiques antifascistes). La guerre s'est modifiée à mesure que se transformait la société capitaliste.

La Première guerre mondiale voit le triomphe du défaitisme comme mot d'ordre révolutionnaire, la fin de la barbarie guerrière ouvrant sur la révolution, en Russie et en Allemagne. Dans le contexte nouveau des guerres contemporaines, le mot d'ordre de défaitisme révolutionnaire a perdu tout le sens qu'il avait à l'époque précédente. Tout d'abord, remarque K. Korsch, au moment de la Deuxième guerre mondiale, il est même devenu le mot d'ordre de la bourgeoisie française pour conserver son pouvoir économique et social : « Plutôt Hitler que le Front populaire ». Plus lourd de conséquences, la transformation de la guerre signifie l'entrée en scène des corps militaires spécialisés, la population est maintenue dans une attitude passive, par la peur, et devient la principale victime des guerres. Ces changements sont perceptibles dans le langage militaire récent, où les pertes civiles deviennent des « dommages collatéraux », prévisibles et inscrits dans le cahier des charges.

La Deuxième guerre s'inscrit, en effet, comme le fascisme, dans une perspective de contre-révolution et d'époque nouvelle,

marquée par un capitalisme monopoliste étatique plutôt que concurrentiel et privé. Le fascisme allemand n'avait pas seulement pour tâche de briser la résistance ouvrière à l'exploitation accrue, *mais aussi*, dans le contexte historique de la période d'agitation révolutionnaire 1917-1936, de supprimer pour longtemps tout mouvement indépendant de la classe ouvrière européenne. La leçon de 1917 a été retenue, il s'agit d'éviter pour les classes dirigeantes, que se reproduise le cauchemar russe et allemand de 1917-18 : des Etats en crise face a une armée de conscription emportée par l'agitation révolutionnaire. Avant tout, il s'agit d'éviter que la désintégration de l'Etat capitaliste, du fait de la guerre ne crée un vide politique qui favorise une subversion sociale de l'ordre capitaliste et n'ouvre la voie à une réorganisation non capitaliste de la société. Le pouvoir de l'Etat capitaliste, même en pays vaincu, doit demeurer intact. Ce sera, lors de la Deuxième guerre mondiale, le principal souci de la classe dirigeante des pays vainqueurs dans les pays vaincus (Allemagne, Japon). De plus, plusieurs exemples, depuis la Deuxième guerre mondiale, montrent la fragilité d'une armée de conscription, dès lors qu'elle est engagée dans un conflit de longue durée [2].

La validité de cette analyse fut confirmée, à nouveau, lors des guerres récentes où les pouvoirs occidentaux ont tout fait pour laisser intacts les appareils d'Etat dits ennemis. En effet, le soucis durant la guerre du Golfe fut de ne pas laisser l'Etat irakien en totale perdition ; ou durant la guerre de l'OTAN contre la Serbie d'occuper, au Kosovo, le terrain abandonné par l'armée serbe, en créant rapidement un protectorat sur la région. Ainsi les analyses de Karl Korsch, faites pendant la deuxième guerre mondiale dégageaient et mettaient en évidence les principales tendances des guerres à venir dans la nouvelle période capitaliste. Dans la présentation déjà citée, Serge Bricianer soulignait toutefois que Korsch avait passé sous silence la guerre de partisans ; la disparition de « la horde armée », caractérisant la guerre totale, devant être ainsi relativisée par l'apparition, dans l'après-guerre, de mouvements de guérilla nationalistes mobilisant des populations, dans le but de l'émancipation nationale ce qui implique la création de rapports salariaux modernes. On peut remarquer que même ces luttes tendent à se soumettre à cette spécialisation militaire dont parlait Korsch. Ce fut, en particulier, le cas au Kosovo et dernièrement en Tchétchénie, où les résistances armées nationalistes se sont constituées sous la forme de corps spécialisés, les populations étant moins leur base logistique que les victimes et les enjeux des affrontements [3].

Aujourd'hui, les armées d'intervention impérialiste des Etats poursuivent leur transformation et leur spécialisation. Dans un contexte de restructuration des économies fondée sur une précarisation croissante du marché du travail et une marginalisation massive de la surpopulation prolétaire, et de conflits sociaux prévisibles, l'armée doit protéger également l'Etat contre les nouvelles classes dangereuses. Encore plus que par le passé, l'armée doit être prête à assumer un rôle de police interne. Pour mieux comprendre ces développements, il n'est pas inutile de relire Karl Korsch.

---

1. Pour une courte biographie de Serge Bricianer on se reportera au texte de Charles Reeve, « Serge Bricianer, des nuances du noir et du rouge vif », *Oiseau-tempête*, n° 2, automne 1997, Paris.
2. Ce fut le cas de l'armée portugaise enlisée, de 1961 à 1974, dans une guerre coloniale en Afrique, et avec des conséquences différentes celui de l'armée américaine au Vietnam, de 1965 à 1973.
3. Par opposition, la lutte de l'EZLN au Chiapas correspond davantage à une forme classique de guerilla.

KARL KORSCH

NÉ EN 1886 à Tostedt, dans les landes de Lunebourg, Karl Korsch est mort en 1961, à Cambridge (Massachusetts). Issu d'une famille de la classe moyenne, il fréquenta le lycée de Meiningen avant d'entreprendre des études de droit, d'économie, de sociologie et de philosophie à Iéna, Munich, Berlin et Genève. Il obtint en 1911 le titre de docteur en droit (Doktor Juris) de l'Université d'Iéna. De 1912 à 1914, il est en Angleterre où il étudie et pratique les droits anglais et international. La Première guerre mondiale le ramène en Allemagne et il est incorporé dans l'armée allemande où il passe les quatre années suivantes : il y gagne deux blessures et subit dégradation et promotion militaires au gré des fluctuations politiques. Personnellement, il prend position contre la guerre, ce qu'il exprimera en adhérant au parti socialiste indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.).

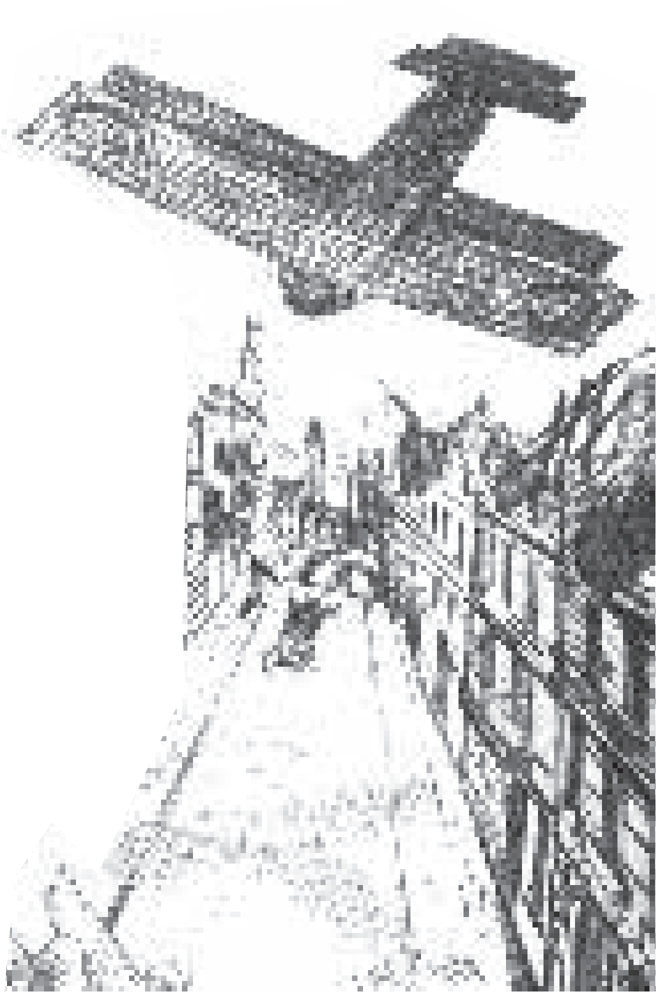
En étudiant le droit, Korsch s'était rendu compte de la nécessité de remonter à la base matérielle de celui-ci, c'est-à dire à l'étude de la société. La débâcle devait transformer le socialiste d'avant-guerre en socialiste révolutionnaire. Professeur en titre de l'Université d'Iéna depuis 1920, ses préoccupations et son activité principale étaient essentiellement politiques. Par suite de la fusion des socialistes indépendants et des communistes, en 1921, Karl Korsch devint député communiste à la diète de Thuringe, ministre de la justice de cet État, dont le gouvernement ouvrier dura presque trois semaines de l'an 1923, et, de 1924 à 1928, député au Reichstag. Pendant cette période il écrit beaucoup sur les sujets politiques et théoriques qui passionnaient le mouvement ouvrier radical de la première après-guerre. Rédacteur de l'organe théorique du parti communiste – *Die Internationale* – il devait peu après éditer le journal d'opposition *Kommunistische Politik* pour lequel il écrivait également des articles.

Mécontent de l'évolution de plus en plus opportuniste de l'Internationale communiste après 1921, Korsch, dont la connaissance et la compréhension de la théorie marxienne étaient supérieures à celles de la plupart de théoriciens éminents du parti, ne pouvait qu'entrer rapidement en conflit avec l'idéologie officielle du parti bolchevique. En 1926, leurs routes devaient diverger. Il devint alors porte-parole de l'aile radicale du parti communiste (Entschiedene Linke) qui, bien qu'adhérant encore au parti, était considérée, par suite du caractère de cette organisation, comme ennemie de la Troisième Internationale. Après 1928, Korsch poursuivit ses activités politiques en dehors de toute organisation définie. Il écrivit dans les revues qui lui restaient ouvertes, prépara une nouvelle édition du premier volume du *Capital*, voyagea, fit des conférences dans divers pays et écrivit une étude sur Karl Marx destinée à une collection sur les sociologues modernes publiée par un éditeur anglais.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir, en 1933, contraint Korsch à quitter l'Allemagne. Il passe en Angleterre, réside pour une courte période au Danemark, puis, en 1936, émigre aux États-Unis. Tout en exerçant une charge d'enseignement à la Nouvelle-Orléans, Korsch, pendant les années passées en Amérique, se consacre à la théorie marxienne. En Amérique comme en Allemagne, son influence principale fut celle de l'éducateur. Ses amis, respectueusement, l'appelaient le Lehrer. Ses connaissances encyclopédiques, son acuité d'esprit le

désignaient pour ce rôle particulier bien qu'il eût préféré être « au cœur des choses », c'est-à-dire mêlé aux luttes réelles pour le bien-être et l'émancipation de la classe ouvrière, à laquelle il s'identifiait. Son intelligence, son intégrité morale le mettaient à part, lui interdisaient de participer à la « curée » qui était une des caractéristiques saillantes et du monde académique et du mouvement ouvrier officiel. Le fait que sa mort soit passée à peu près inaperçue semble confirmer la conviction, nourrie par Korsch, que le marxisme révolutionnaire ne peut exister qu'en liaison avec un mouvement révolutionnaire de la population laborieuse.

Paul Mattick



Ce texte , ainsi que celui publié en fin de brochure, constituent respectivement les chapitres I et III d'un essai de Mattick sur la pensée politique de Karl Korsch, publié aux États-Unis à l'occasion de la disparition de celui-ci. Les titres sont de la responsabilité d'Ab irato. La traduction française, « Karl Korsch », fut publiée dans Études de marxologie, *n°7, août 1963, (sous la direction de Maximilien Rubel).*

La guerre et la révolution [1]

LE RAPPORT de la guerre à la révolution est devenu l'un des problèmes centraux de ce temps. En outre, il est devenu l'un des plus déconcertants d'une époque au cours de laquelle on a vu des anti-interventionistes réclamer à cor et à cri l'intervention [2], des pacifistes la guerre et des nationaux-socialistes la paix, tandis que les apôtres communistes de la classe révolutionnaire renonçaient humblement à tout recours à la violence comme instrument politique nationale et internationale.

Alors qu'il serait parfaitement absurde de vouloir traiter des questions de la guerre et de la paix en général, une étude historique approfondie révèle que la guerre, telle que nous la connaissons aujourd'hui, a été implicite au sein de la société bourgeoise moderne dès l'origine, aux XVe et XVIe siècles, et que, plus particulièrement, tous les progrès majeurs de cette société ont été réalisés sinon grâce à la guerre, du moins grâce à une chaîne d'événements violents dont la guerre constituait une part essentielle. Cela ne revient certes pas à dire que la guerre, et d'autres formes de violence collective, ne saurait être graduellement réglée et, en fin de compte, totalement éliminée de la vie sociale. Mais on ne s'intéressera pas ici à ces développements à long terme. Les pages qui suivent seront uniquement consacrées au rapport qu'à notre époque la guerre entretient avec la révolution, et aux conflits et tendances complémentaires qu'on peut déceler dans les phases antérieures de son développement historique.

Si la plupart des historiens admettent volontiers qu'il y eut, pendant presque toutes les phases des quatre cents dernières années, une relation étroite entre des formes de guerre bien déterminées et le changement social, deux périodes au moins font exception à la règle. Ces deux périodes sont aussi le terrain d'élection de toutes sortes d'auteurs qui se plaisent à traiter de la guerre non sur une base strictement empirique (sous un angle stratégique, social, politique, économique, historique), mais d'un point de vue plus large, esthétique, philosophique, religieux, moral ou

1. K. Korsch, « War and Revolution », *Living Marxism*, VI, 1, fin 1941, p.1-14. Comme il l'a fait plus d'une fois, Korsch réemploie dans cette étude de fond certains matériaux rassemblés à l'occasion d'un compte rendu de lecture, en l'occurrence *The Armed Horde*, 1793-1939 (New York, 1940) de Hoffman Nickerson ; cf. *Studies of Philosophy and Social Science*, (New York), VIII, 2, p. 358-361.

2. Il s'agit, bien entendu de l'intervention américaine dans la guerre mondiale (NdT).

humanitaire. C'est à cette catégorie qu'appartient la célèbre description que Jacob Burckhardt, l'historien allemand de la Renaissance italienne, a donné de la guerre (et de l'État) considérée comme une « œuvre d'art ». Un autre exemple en est la fréquente glorification des guerres du XVIIIe siècle prérévolutionnaire, posées en summum de civilisation. Malgré son visible parti pris contre-révolutionnaire, cette catégorie de littérature a, pour notre propos, l'avantage d'être relativement exempte des superstitions particulières aux XIXe et XXe siècles. Il se trouve donc que ce furent justement les auteurs de cette catégorie-là – une singulière espèce d'« historiens à rebours » – qui se révélèrent capables de porter au grand jour un certain nombre de phénomènes qui, pour négligés qu'ils soient par ailleurs, revêtent une importance capitale pour l'étude de la guerre et de la révolution.

– I –

LA PREMIÈRE DES DEUX « exceptions » apparentes à la thèse soutenue dans ces pages se situe vers le milieu de la Renaissance italienne, période que vinrent clore, à partir de la dernière décennie du XVe siècle, les invasions françaises, espagnoles et germaniques, lesquelles devaient mettre un terme, pour plus de trois siècles, au développement politique autonome de l'Italie. À première vue, il n'existe guère d'unité en effet entre les mille et une petites guerres que se faisaient les chefs d'armées bien équipées et bien payées, au service des princes, des républiques et des papes, et les troubles qui sans cesse se rallumaient au sein de chaque communauté de ce microcosme politique.

Loin de pouvoir relever un fil directeur très net, nous nous trouvons en occurrence devant une multitude déconcertante de connexions superficielles. On recourait alors fréquemment à la guerre pour vider des querelles d'ordre intérieur autant qu'extérieur, et le sort des luttes civiles se décidait souvent sur les champs de bataille d'une guerre menée contre un ennemi du dehors. Pourtant, cette imbrication de la guerre et de la discorde civile était de nature toute fortuite et momentanée ; ni les mercenaires, qui livraient les combats extrêmement meurtriers de cette époque, ni les sujets des parties aux prises, n'en avaient cure. « Une ville peut se révolter dix et vingt fois, notait alors un observateur, on ne la détruit jamais. Les citadins conservent l'intégralité de leurs biens ; tout ce qu'ils ont à craindre, c'est d'avoir à payer un tribut. » Néanmoins le grand homme d'État Nicolas Machiavel avait su, grâce à son génie politique, élever à l'unité conceptuelle l'ensemble de ces éléments disparates. Machiavel se pencha sur

les dissensions politiques et les conflits belligérants de son temps, comme Platon et Aristote s'étaient penchés sur l'expérience tout aussi restreinte du leur en la matière. Il était convaincu qu'une conspiration révolutionnaire d'en bas, ou, en cas d'échec, une intervention révolutionnaire d'en haut, du « prince », unifierait de force la nation italienne, dans le cadre d'un régime soit républicain, soit monarchique, mais bourgeois en tout état de cause [3]. Ce noble rêve perdit tout fondement et fut balayé – comme le fut, à notre époque, le projet révolutionnaire plus grandiose encore conçu par un autre génie politique –, faute de conditions extérieures propices et par suite du cours absolument inattendu pris par les événements. En effet, le théâtre de la grande action historique passa du monde méditerranéen de Machiavel, et de ses États-villes, aux grandes monarchies riveraines de l'Atlantique, de la manière même dont il passe aujourd'hui de l'Europe divisée en nations du XIXe siècle au gigantesque champ de bataille d'une guerre aux dimensions mondiales. Quoi qu'il en soit, le raisonnement de Machiavel reste valide au regard des faits historiques sur lesquels il se fondait. Un penseur plus réaliste, qui n'admettrait pas que les rapports chaotiques et fragmentaires de la guerre et de la guerre civile, dans l'Italie du XVe siècle, eussent présenté une base suffisante pour justifier les vastes spéculations politiques de Machiavel, pourrait néanmoins déceler en elles, à un état encore embryonnaire, cette unité de la guerre et de la révolution qui, sous des formes plus achevées, devait caractériser les phases subséquentes de la société bourgeoise moderne.

– 2 –

IL N'EN DEMEURE PAS MOINS que le développement général, dans ses songes visionnaires comme dans ses réalisations modestes, se trouva interrompu, non seulement en Italie, mais aussi dans l'ensemble de la société européenne, par l'inauguration violente d'une période nouvelle. On vit au cours de cette période l'intensité de la guerre, autant que son intime liaison avec les événements que nous savons aujourd'hui avoir été le prélude historique des révolutions du XVIIe et du XVIIIe siècle, atteindre un comble resté insurpassé depuis, même par les guerres du XXe siècle, lors des guerres de Religion qui s'ouvrirent avec la Réforme et dont le summum fut marqué par la guerre de Trente Ans et l'extermination du tiers

3. Cette alternative est exposée, avec une totale impartialité, dans les deux grands ouvrages de Machiavel : *Discours sur la première Décade de Tite-Live* et *Le Prince*.
4. Bacon, « De l'unité religieuse », *Essais*, III.

des peuples de langue allemande, soit sept millions d'hommes et demi sur vingt et un. En vérité, il s'agissait de la première apparition dans l'histoire des atrocités inhérentes aux guerres « idéologiques » de notre temps. Raison pour laquelle elle fut dénoncée, dès l'origine, par les Thomas More et les Erasme avec une véhémence pareille à celle que les pacifistes d'aujourd'hui mettent à dénoncer les abominations de la « guerre totale ». Ainsi, François Bacon se disait horrifié par les effets que la propension à « placer le glaive dans les mains du peuple », pour trancher les questions de religion, ne manquerait pas d'avoir sur la stabilité politique et culturelle de son temps. C'était là une « chose monstrueuse », qu'il adjurait de « laisser aux anabaptistes et autres furies [4] ». On retrouve à toutes les époques révolutionnaires cette révolte d'une partie des intellectuels contre les aspects violents et plébéiens d'un mouvement fondamentalement progressiste. Qui dira combien d'esprits humanitaires, découvrant non sans retard que la lutte révolutionnaire, comme ses répercussions contre-révolutionnaires, ne vont pas sans la violence, se sont détournés ces temps-ci d'un but progressiste qui ne peut visiblement être rempli qu'à un prix aussi effroyable ?

– 3 –

ON A FAIT UNE FOULE de conjectures superficielles sur les raisons pour lesquelles cette première phase catastrophique de développement de la guerre idéologique moderne trouva une fin si rapide, alors même qu'elle semblait atteindre son intensité maximale. C'est mysticisme pur, assurément, que de supposer que les hommes, dans des moments aussi extrêmes que ceux auxquels étaient parvenues la société romaine au siècle qui précéda le siècle d'Auguste, ou la société européenne à la fin de la guerre de Trente ans, en 1648, réussirent en quelque sorte à « se rétablir sur le bord de l'abîme [5] » Aucune preuve historique non plus ne vient confirmer la thèse plus intéressante selon laquelle, à dater de la mi-XVIIIe siècle, le déchaînement de passion religieuse céda graduellement la place à une attitude plus tolérante envers les différences de religion. Il vaut mieux suivre à ce propos l'homme de grand savoir qui a dit qu'en cette période nouvelle « le démon du fanatisme sectaire fut exorcisé », non « par la grâce d'une connaissance

5. H. Nickerson, *op. cit.*, p.35.
6. A.J.Toynbee, *A Study of History*, t.4, Londres, 1939, p. 139. L'auteur du présent article doit aux six volumes de M. Toynbee parus à ce jour nombre d'informations et d'idées précieuses.

plus intime de la religion », mais, au contraire, « dans un esprit de cynisme désabusé [6] ».
Malgré les progrès indéniables réalisés au XVIIIe siècle, la très sensible diminution des maux de la guerre dont l'époque précédente avait été accablée [7], seuls de fieffés réactionnaires font aujourd'hui des guerres du XVIIIe siècle des temps de félicité sans nuages, des jours vraiment « alcyoniens », l'unique « intervalle lucide » que la sombre histoire de la folie humaine ait connu [8]. « Intervalle lucide », oui, mais pour autant qu'il s'agissait des horreurs immédiates de la guerre. D'un point de vue plus général, toutefois, ce bref intermède entre deux époques dynamiques eut une vertu de caractère surtout négatif : la modération apparente de la guerre prenait son origine dans le fait que, tout en ayant cessé d'être un instrument de politique religieuse, la guerre n'était pas encore devenue un instrument de politique nationale. Pendant plus d'un siècle, aux temps généralement dits des « Lumières », elle se trouva donc transformée en une véritable institution, on ne peut mieux adaptée aux exigences des puissances qui, à l'époque, étaient seules capables d'en faire usage. Du point de vue du socialisme, maintenant presque partout adopté en la matière, il serait inconcevable de souscrire si peu que ce soit aux vibrants éloges qu'on a prodigués récemment encore à l'époque où la guerre était censée être le « sport des rois ». En vérité, celle-ci ne faisait que manifester un état d'arriération semblable à celui que présentait alors, dans des conditions de maturité insuffisante, n'importe quel autre genre d'opération capitaliste. De nos jours, l'« intérêt personnel bien compris » des producteurs indépendants de marchandises a cessé de se voir considéré, même dans le domaine économique, comme un moyen satisfaisant de suppléer un certain contrôle social de production. Dès lors, comment poser en modèle de perfection une période au cours de laquelle on appliquait encore naïvement ce même esprit de l'« intérêt personnel bien compris » à tous les champs de la vie politique et sociale ?
Il suffit de regarder de plus près les descriptions enchanteresses que des enthousiastes attardés viennent aujourd'hui, en ces « temps sans enthousiasme », nous faire des guerres « civilisées » du XVIIIe siècle, pour découvrir la vérité prosaïque que toutes ces belles métaphores poétiques recouvrent. Ne s'agissait-il pas d'une époque où « le petit nombre, la misère et les lois de l'honneur » avaient encore pour effet de freiner les affaires autant que la guerre ? La survie

7. Selon Toynbee, « le mal de la guerre se trouva au XVIIIe siècle réduit à un minimum qui, ni avant ni après, n'a jamais été approché en aucun autre chapitre de l'histoire de l'Occident ».

de ces « lois de l'honneur » était assurée, dans la sphère des affaires, par ce qui subsistait des règles du compagnonnage médiéval, et, dans la sphère de la guerre, par une sorte de code de chevalerie, artificiellement ressuscité mais chargé cependant d'un contenu nouveau et bourgeois en tous points. Voici, brossé par l'un de ses plus fervents admirateurs modernes, un tableau de ce « sport des rois » :
« Une guerre est une partie qui a ses règles et ses gageures : un territoire, une succession, un trône, un traité ; celui qui perd la partie paye ; mais on se soucie de maintenir toujours la proportion entre la valeur de l'enjeu et le risque de la partie ; et on se tient en garde contre l'entêtement qui aveugle le joueur. On veut rester maître du jeu et savoir s'arrêter à temps. C'est pour cette raison que les grands théoriciens de la guerre du XVIIIe siècle recommandent de ne jamais mêler à la guerre ni la justice ni le droit ni aucune des grandes passions populaires. Malheureux les belligérants qui prennent les armes convaincus de se battre pour la justice et le droit ! Persuadés tous les deux d'avoir raison, ils se battront jusqu'à l'épuisement ; et la guerre deviendra interminable. Il faut aller à la guerre en admettant que la cause de son adversaire est aussi juste que la sienne ; il faut prendre garde de rien faire, même pour vaincre, qui puisse exaspérer l'adversaire, ou fermer son esprit à la voix de la raison, son cœur au désir de paix ; il faut s'abstenir des procédés perfides et cruels. Rien n'exaspère davantage les belligérants [9]. »
La voilà bien, l'essence de la philosophie bourgeoise à son entrée dans le monde : Liberté, Égalité, Propriété, et Bentham [10]. Des lignes qui élèvent les idées du boutiquier des premiers temps du capitalisme à la dignité de lois universelles et les appliquent à toutes les institutions comme à toutes les aires du développement humain ! Ne voit-on pas y poindre quelque chose de l'esprit paradoxal de ce bon vieux Mandeville ? « Vices privés, profits publics », énonçait Mandeville en 1706. « La guerre s'humanise par avarice et calcul », lui fait écho en 1933 le célèbre historien bourgeois.
Même en ce que concerne cette époque, où l'ampleur et l'intensité des opérations militaires tombèrent à leur niveau le plus bas, la relation entre la guerre et la révolution ne laisse pas de subsister. Certes,

8. H. Nickerson, *op. cit.*, p.63.

9. Les termes cités entre guillemets sont ceux que l'historien italien Guglielmo Ferrero utilise pour dépeindre la guerre du XVIIIe siècle in *Peace and War*, Londres, 1933, p.7-8. Cité d'après la version française antérieure, légèrement différente : G. Ferrero, *La fin des aventures. Guerre et Paix*, Paris, 1931, p.20-21 (NdT)

10. On a reconnu les termes par lesquels Karl Marx définissait « ce qui règne dans la sphère de la circulation des marchandises » (*le Capital*, livre I, chap.6, in fine). (NdT)

il s'agit d'un temps où les vestiges des processus révolutionnaires ont été jusqu'au dernier balayés de la surface de la société, d'un temps où le déclin relatif de la guerre s'assortit d'un égal déclin relatif du processus révolutionnaire. Mais les événements de l'époque subséquente prouvent à l'évidence que ce XVIIIe siècle, à l'air si pacifique et si stable, constitua très précisément une phase d'incubation et pour la guerre et pour la révolution. Des révolutions et des guerres d'une tout autre ampleur, appelées à éclater bientôt en Europe et en Amérique, étaient déjà en gestation sous le couvert de cet équilibre apparent des forces politiques et sociales. si on se place du point de vue de la psychologie, de la psychanalyse et de ce qu'il est convenu appeler « psychologie des masses », il paraît curieux de voir historiens et sociologues persister à tenir pour quantité négligeable les formes et les phases des forces motrices d'une époque donnée, forces qui ne se manifestent certes pas à la surface, mais sont refoulées dans l'inconscient ou canalisées dans d'autres directions par le biais d'un processus de « sublimation sociale [11] ». Toutes ces formes, portées au pinacle, dans lesquelles le « Siècle des Lumières » tenta de restreindre et de civiliser la guerre, n'étaient en réalité qu'autant de formes à l'intérieur desquelles mijotait ce déchaînement sans précédent des forces motrices, lentement accumulées, de la guerre moderne parfaitement développée de style bourgeois, dont le point d'explosion ne fut autre que les guerres de la Révolution française.

Il est donc patent qu'au cours des trois siècles ayant précédé la venue à majorité complète de la guerre bourgeoise moderne, il n'y eut jamais un instant de rupture dans l'unité essentielle de la guerre et de la révolution. Plus particulièrement, on ne saurait regarder le siècle si hautement prisé des Lumières comme un intervalle pendant lequel le sens moral et la raison auraient véritablement réussi, grâce à un effort suprême, à calmer et à maîtriser les passions révolutionnaires des guerres de Religion. En vérité, ces passions n'avaient essuyé qu'une défaite provisoire, par suite de l'incapacité de l'un comme de l'autre parti de prendre le dessus. Chez les gens influents, on s'apercevait de plus en plus qu'il valait mieux opter pour les nouveaux modes d'acquisition des richesses matérielles que de continuer à sacrifier son confort personnel au triomphe de la foi la plus vraie. Les grandes forces motrices révolutionnaires

11. Pour une critique de cette attitude – critique assez énigmatique dans la forme mais judicieuse dans le fond –, cf. Denis de Rougement, *L'Amour et l'Occident*, Paris, 1933 (éd. américaine : New York, 1940), livre V, « L'amour et la guerre », P.239 sqq. ; et l'essai du même auteur : « Passion and the Origin of Hitlerism », *Review of Politics*, III, 1, Janv. 1941.

de la classe bourgeoise qui, après s'être manifestées pour la première fois dans la fureur des guerres de Religion, devaient faire leur réapparition lors des violentes batailles politiques et sociales de la Révolution française, ne furent nullement détruites, ou affaiblies, durant l'époque intermédiaire des « Lumières ». Simplement refoulées à ce moment-là, elles acquirent par la suite une puissance extraordinaire en raison justement de ce refoulement qu'elles avaient subi.

– 4 –

Il n'est guère nécessaire d'examiner à fond les phases de développement de la guerre et de la révolution qui se sont succédées de 1789 à 1914. Sans doute assène-t-on un rude coup aux démocrates naïfs d'Europe et des États-Unis qui, hier encore, croyaient de bonne foi la thèse contraire de la propagande nazie, quand on leur rappelle ce fait historique que la « guerre totale » moderne, loin d'être l'une des inventions diaboliques de la révolution nazie, est bel et bien, dans tous ses aspects – sans excepter le langage –, le produit indiscutable de la démocratie elle-même et, plus particulièrement, le fruit de la guerre de l'Indépendance américaine et de la grande Révolution française. Mais il s'agit en l'occurrence d'un fait d'histoire contemporaine si évident, et si souvent exposé en termes dépourvus d'ambiguïté par tous les experts en matière d'histoire et d'art militaire [12], que la négligence absolue dont il est l'objet de la part de l'opinion publique, dans les pays totalitaires comme dans les pays démocratiques, ne laisse pas à elle seule de poser un problème. Le secret qui n'a jamais cessé à ce jour d'envelopper tout ce qui se rattache à la guerre semble être une condition intrinsèque et nécessaire à l'existence de la société actuelle. « Nous ignorons tout de la guerre », voilà qui signifie, entre autres choses, que nous n'avons aucun pouvoir sur ce que nous ignorons. Si nous savions, nous nous refuserions à vivre dans le cadre d'une société reposant sur la concurrence capitaliste, et même dans une société fondée sur des formes imparfaites et fragmentaires de planification qui restent compatibles avec le maintien de la propriété et du travail salarié. Une connaissance complète de la guerre, et l'emprise des hommes sur ses conditions qui s'ensuivrait, présuppose la société de producteurs

12. On trouvera l'exposé le plus à jour, et riche de faits, de la montée graduelle, de la survivance et de l'hypothétique déclin des armées de masse et autres facteurs de la guerre moderne dans l'ouvrage susmentionné de Hoffman Nickerson. Pour un traitement magistral de ce même sujet, sous une forme condensée, cf. le chapitre concernant « les répercussions de la démocratie et de l'industrialisation sur la guerre », au tome 4 de l'ouvrage de Toynbee (p. 141-151)

librement associés qui sortira d'une authentique révolution sociale. Sur cette base, la guerre deviendra inutile. On s'aperçoit donc que l'étonnant degré d'ignorance en la matière comme le manque non moins surprenant de préparation à réfléchir sur la guerre avec rigueur, clarté et réalisme ne découlent pas d'une insuffisance quelconque de notre éducation politique générale. Ce sont là traits caractéristiques d'une société présocialiste et liés à l'essence même de la guerre.

– 5 –

AU COURS DES CENT CINQUANTE dernières années, la théorie et la pratique de la guerre bourgeoise ont été dans l'ensemble dominées par l'idée de « guerre totale ». Conçue à une échelle gigantesque et faite pour la première fois à cette même échelle par les quatorze armées de citoyens organisées et mises en campagne aux heures les plus sombres de la nouvelle république française, la *guerre totale* visait à défendre la révolution contre une nuée d'ennemis du dehors et du dedans. Tel fut le sens de la fameuse « levée en masse » décrétée par la loi du 23 août 1793 qui, fait sans précédent, plaça toutes les ressources d'une nation belligérante – soldats, denrées alimentaires, fabriques, travailleurs, tout le génie et toute la passion d'un peuple transporté d'enthousiasme – au service de la guerre révolutionnaire. En fait, et dans les limites imposés par le niveau de développement technique et industriel, il s'agissait là d'une « conscription universelle », d'une véritable « guerre totale ». Abstraction faite un instant d'une infinie différence de langage – entre une période où la classe bourgeoise était animée d'un authentique et fervent esprit révolutionnaire et la phase actuelle où son déclin s'amorce –, le texte des discours prononcés à la Convention nationale comme celui du décret lui-même auraient pu être rédigés hier : « Les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront le vieux linge en charpie ; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République.

« Les maison nationales seront convertie en casernes et les places publiques en ateliers d'armes ; le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre.

« Les armes de calibre seront exclusivement remises à ceux qui marcheront à l'ennemi ; le service de l'intérieur se fera avec des fusils de chasse et l'arme blanche.

« Les chevaux de selle seront requis pour compléter les corps de cavalerie ; les chevaux de trait autres que ceux employés à l'agriculture conduiront l'artillerie et les vivres [13]. »

Même cela pourtant, ce point le plus élevé jamais atteint dans l'histoire de la guerre bourgeoise, la guerre révolutionnaire totale, portait la marque fatidique d'une ambiguïté intrinsèque. Cette guerre pour défendre la révolution et délivrer tous les peuples opprimés ne pouvait être conçue et poursuivie que sous la forme d'une guerre nationale du peuple français contre les pays ennemis. Guerre de défense à l'origine, elle ne tarda pas à se transformer en une guerre de conquête ; l'émancipation promise aux peuples opprimés fut ravalée au thème de propagande destiné à faciliter l'annexion de leurs territoires, et la guerre révolutionnaire frappa indistinctement tous les pays, libres ou non, qui ne prenaient pas parti pour la République française dans la lutte à mort qu'elle livrait aux coalitions de ses ennemis. Fait caractéristique, les premières mesures allant dans le sens de la « guerre d'expansion révolutionnaire », c'est à dire visant l'emploi de mots d'ordre révolutionnaires à des fins de politique extérieure, furent prises non par les extrémistes jacobins, mais par les modérés girondins, lesquels aspiraient déjà, en secret, à mettre un terme au processus révolutionnaire, non à l'entendre et à l'intensifier. Mais ce furent ensuite les Jacobins révolutionnaires qui poursuivirent, avec leur extraordinaire énergie, la nouvelle politique de guerre et de conquête qu'ils n'avaient adopté qu'à contrecœur comme un instrument de politique intérieure. Semblable développement devait se reproduire, après un long intervalle mais dans des conditions singulièrement analogues, dans la politique intérieure et extérieure de la révolution russe de 1917. À présent, le vieux slogan girondin de la guerre révolutionnaire est devenu une des principales armes idéologiques de la propagande national-socialiste, malgré la récente conversion de la guerre nazie en une attaque sans discrimination et contre les « démocraties capitalistes décadentes » d'Occident, et contre le nouveau régime totalitaire de l'Union soviétique.

Ce développement, dernier en date, eut pour prélude la dissolution progressive, pendant tout le XIXe siècle, du contenu de la guerre totale bourgeoise et l'affaiblissement correspondant de cette formidable force de frappe qui s'était manifestée entre 1792 et 1815, à l'époque des guerres révolutionnaires et

13. Cité d'après *le Moniteur universel* du 25 août 1793, (NdT).
14. F. Foch, *Les Principes de la guerre* (1903), cité par D. de

napoléoniennes. Selon le maréchal Foch, la longue période de désagrégation et de déclin graduels des guerres dites nationales, que connut l'Europe du XIXe siècle, a compté trois phases successives :
« La guerre fut nationale au début pour conquérir et garantir l'indépendance des peuples : Français de 1792-1793, Espagnols de 1804-1814, Russes de 1812, Allemands de 1813, Europe de 1814, et comporta alors ces manifestations glorieuses et puissantes de la passion des peuples qui s'appellent : Valmy, Saragosse, Tarancon, Moscou, Leipzig, etc. Elle fut nationale par la suite pour conquérir l'*unité* des *races*, la *nationalité*. C'est la thèse des Italiens et des Prussiens de 1866, 1870. Ce sera la thèse au nom de laquelle le roi de Prusse devenu empereur d'Allemagne revendiquera les provinces allemandes de l'Autriche. Mais nous la voyons maintenant encore nationale, et cela pour conquérir des avantages commerciaux, des traités de commerce avantageux. Après avoir été le moyen violent que les peuples employaient pour se faire une place dans le monde en tant que nations, elle devient le moyen qu'ils pratiquent encore pour s'enrichir [14] »
Incontestablement, c'est là une description brillante des diverses phases que la guerre bourgeoise dut traverser tour à tour, en même temps que les tendances et les accomplissements révolutionnaires de la classe bourgeoise dominante connaissaient un déclin similaire. Et, une fois de plus, force est de relever l'erreur du commun des pacifistes confondant les périodes de paix relative avec les phases véritablement progressistes du développement humain. Comme Rougement le note, la dernière période de paix dont l'Europe put jouir de 1879 à 1914 fut bel et bien une période d'absolu déclin culturel. « La guerre s'embourgeoisait. Le sang se commercialisait. (…) La guerre coloniale n'est en somme que la continuation de la concurrence capitaliste par des moyens plus onéreux pour le pays, sinon pour les grandes compagnies. »
Cet état de choses eut pour conséquence la plus impressionnante l'écroulement définitif des conceptions stratégiques révolutionnaires napoléoniennes et clausewitziennes, liées au capitalisme de la concurrence et au nationalisme bourgeois, lors de la Première Guerre mondiale de 1914-18. Préparée de longue date, cette guerre, qui mit le comble à l'ère du nationalisme, opposa non point des nations particulières, mais des groupes de nations extrêmement hétérogènes. Elle prouva que l'ancienne forme concurrentielle de la guerre totale à outrance

Rougemont, op. cit. 263-264.

15. K. Korsch, « The Fight for Britain, the Fight for Democracy, and the War Aims of the Working Class » *Living Marxism*, V,

se trouvait dans l'incapacité absolue soit de procurer la victoire, soit de permettre la conclusion d'une paix réelle après la fin des hostilités. Il n'est pas jusqu'aux répercussions révolutionnaires de l'effondrement militaire, et aux impossibilités subséquentes de la paix dans les pays d'Europe centrale, qui ne semblent avoir ajouté, et non porté atteinte, au tableau général d'écroulement et de décomposition irrémédiables présenté par la structure traditionnelle globale de la société capitaliste d'Occident.

Quand au rapport de la guerre à la révolution, il ne connut pas plus une nouvelle phase positive au cours de l'après-guerre. D'un point de vue purement formaliste il est permis de dire que l'importance révolutionnaire de la guerre s'est accrue pendant le dernier quart de siècle, en ce sens que la séparation tranchée qui subsistait naguère entre la guerre et la guerre civile s'est faite de plus en plus fluide, avant de disparaître complètement. Alors que, pendant la Première Guerre mondiale, le projet de « transformer la guerre capitaliste en guerre civile » était encore regardé comme un mot d'ordre sans la moindre portée pratique par la majorité des ouvriers socialistes eux-mêmes [15], on vit, vingt ans après, la guerre d'Espagne tirer son origine d'une guerre civile et, dans la suite de son processus, se métamorphoser en répétition générale de l'actuelle guerre entre pays totalitaires et pays démocratiques. Celle-ci a porté la confusion à un degré plus élevé encore. Dès le premier jour, et à tous ses moments critiques, cette guerre a revêtu une caractère « idéologique » et « politique », c'est à dire de lutte mettant aux prises les diverses fractions d'une guerre civile, bien plus que d'une guerre à l'ancienne entre un pays et un autre.

Le développement retracé dans cette étude paraît donc avoir bouclé le cercle. Ne serait-on pas revenu tout droit aux guerre idéologiques des XVIe et XVIIe siècles ? À y regarder de plus près, ce regain de vigueur, que marque à première vue l'intime liaison de la guerre et de la révolution, semble être cependant affaire d'apparence, et loin d'avoir une portée historique réelle. Pour rendre compte du cours effectif des choses, il vaut mieux recourir à la formule paradoxale selon laquelle non seulement la guerre, mais encore la guerre civile, a perdu à l'époque actuelle son caractère révolutionnaire d'autrefois. Guerre civile et révolution ont cessé d'être synonymes.

En outre, il n'est pas du tout certain que ce nouveau

4, printemps 1941, p. 2-4. (NdT).

16. C. von Clausewitz, *De la guerre*, livre II, chap. 3, section 3.

17. Cf. Clement Greenberg et Dwight MacDonald, « Ten

caractère pseudo-révolutionnaire de la guerre en cours, qui a pour effet de déchaîner de si vives passions dans le monde entier, soit appelé à perdurer. L'éventualité contraire reste tout aussi possible, et cette possibilité se trouve même accrue depuis la récente extension de la guerre à la Russie. Il se peut que le régime nazi soit amené à rompre avec sa tendance actuelle qui consiste à raffermir sa position relativement faible dans le champ de la concurrence capitaliste en reconstruisant le système social sur une base totalitaire, sans relâcher pour autant son effort de guerre. Dès lors, le conflit marquerait un retour aux formes de la guerre capitaliste traditionnelle, menée de part et d'autre en vue d'acquérir à l'extérieur un surcroît de puissance nationale. Mais rien n'interdit de penser que la continuation de la guerre, revenue ainsi à l'ancien style bourgeois, ne puisse en définitif aboutir elle aussi à un changement par l'intérieur de la structure donnée de société. Dans cette hypothèse, les répercussions internes de la guerre ne s'ensuivront nullement cependant de l'action consciente d'aucune des parties belligérantes, quels que soient les « buts » dont leur propagande fait état. Le cas échéant, elles découleront de la force de circonstances imprévues, elles que l'intervention d'une nouvelle classe révolutionnaire qui n'était pas représentée dans les conseils de cette guerre. Elles se feront jour en dehors des intentions communes aux deux camps belligérants, et à l'encontre de ces intentions mêmes. Quant à savoir si l'on peut s'attendre à pareil développement de la crise actuelle, nous reviendrons sur cette question dans la section finale de la présente étude.

– 6 –

LES NAZIS AUTANT QUE LEURS ADVERSAIRES démocrates attribuent volontiers les différences que la guerre « totalitaire » actuelle présente avec ses formes passées au fait que la société bourgeoise aborderait aujourd'hui une phase nouvelle de son essor révolutionnaire. Si cette assertion relève clairement de la propagande, il n'en demeure pas moins que ces différences sont l'expression d'un changement bien réel survenu dans la structure et le développements économiques objectifs de cette société-là. De tout temps, répétons-le, la guerre a constitué en société capitaliste un complément indispensable à la conduite normale des affaires. Le général Carl von Clausewitz, le grand théoricien de l'art de la guerre au XIXe siècle, assortissait déjà sa célèbre définition de la guerre « continuation de la politique par d'autres moyens », de cette remarque que la guerre, « plus

Propositions on the war », *Partisan Review*, vol. VII, août 1941,

encore qu'à l'art, ressemble au commerce, qui se présente lui aussi comme un conflit d'intérêts et d'activités humaines, et que la politique elle-même devrait à son tour être considérée comme une sorte de commerce à grande échelle[16] ». Il disait encore de la guerre de la première moitié du XIXe siècle qu'elle tenait « beaucoup de la concurrence commerciale poussée à ses ultimes conséquences et soumise à nulle autre loi que celle du moment ». Telle est la manière dont on veillait sur « les grands intérêts de la nation », en d'autres termes, l'intérêt général de la classe capitaliste et, plus spécialement, de ses milieux dirigeants, en un temps où le production capitaliste se trouvait encore réglée d'une façon prédominante par la concurrence que des producteurs apparemment indépendantes de marchandises si livraient. De la même manière encore, les toutes dernières méthodes de l'art de la guerre, telles que les deux camps aujourd'hui aux prises les mettent plus au moins parfaitement en pratique, ressortissent à une forme de gestion plus récente et bien plus élaborée que celle des vieilles affaires capitalistes. « Les formes nouvelles de la production matérielle, soulignait Marx, se développent par la guerre avant de se développer dans la production du temps de paix. » Ainsi donc, la guerre totalitaire actuelle préfigure les formes économiques nouvelles que viendra parachever ensuite le passage de tous les pays du monde à un mode de production capitaliste planifié plutôt que déterminé par le marché, et à un capitalisme monopoliste et étatique plutôt que concurrentiel et privé. C'est avant tout pour cette raison que la guerre actuelle, loin d'être une « répétition » pure et simple de la précédente, ne laisse pas de présenter avec cette dernière une « différence essentielle [17] ».

Cette différence se lit notamment dans la baisse d'importance de la « horde armée ». Suivant une source en général bien informée, le tiers seulement de l'armée allemande appartient, même nominalement, à l'infanterie, dont beaucoup de tâches, voire la plupart, reviennent par ailleurs aux militaires de carrière de l'arme blindée et de l'aviation [18]. Jusqu'à la campagne de Russie, presque toutes les opérations

p. 271. Ces deux auteurs divergent d'opinions sur le caractère de cette « différence » effective. (Selon l'un d'eux, la guerre en cours se caractérise par le fait qu'un « type nouveau de société » existe d'ores et déjà en Allemagne.) Mais, sans chercher à approfondir cette question, ils e perdent ensuite dans une discussion de ce que le fascisme peut avoir de plus ou moins « désirable » et autres questions en grande partie subjectives. Cette tendance diminue dans une certaine mesure l'intérêt, par ailleurs considérable, de cet essai de discuter sérieusement l'un des principaux problèmes de notre temps.

18. H. Nickerson, *op. cit.*, p. 397.

19. L'ironie du sort a voulu que ni la Russie soviétique ni

de la Wehrmacht ont été accomplie par des « troupes de choc » triées sur le volet, et dont l'effectif, étonnamment réduit, n'a éprouvé que des pertes relativement légères.

Un autre trait distinctif du caractère propre à la guerre totalitaire d'aujourd'hui, trait lié cette fois au déclin universel que connaît l'esprit de concurrence à outrance durant la phase actuelle de capitalisme monopoliste, n'est autre que l'amoindrissement de la vague d'enthousiasme général qu'engendrèrent les guerres nationales du XIXe siècle, et qui atteignit son ampleur maximale au début de la guerre de 1914-1918. Malgré l'énorme surcroît d'efforts fourni par les services de propagande spécialisés, rien dans l'attitude de l'opinion publique envers la guerre actuelle ne rappelle en quelque façon cette intoxication idéologique massive de nations entières qui fut si caractéristique des guerres de l'époque précédente.

Enfin, bien que toutes les guerres du siècle dernier, puis chaque année de guerre de 1914 à 1918, aient vu le principe de la planification se trouver étendu, au-delà des limites traditionnelles du domaine militaire, à des sphères toujours plus nombreuses, ce principe est maintenant appliqué systématiquement pour la première fois à la mobilisation complète des ressources en matériaux et en hommes d'une société qui, par suite de son développement technique et industriel, se situe à un niveau incomparablement plus élevé que ceux du passé. Ce qui est nouveau en occurrence, ce n'est pas l'idée de « conscription universelle » *per se*, mais le fait que ni l'initiative individuelle ni l'empoignade concurrentielle n'ont plus la moindre part à sa mise en œuvre. Autre nouveauté encore : les principes de l'« économie de guerre » furent cette fois appliqué dès le temps de paix. Le système industriel de pays tels que l'Allemagne et la Russie a été dans son ensemble conformé à l'avance, méthodiquement, aux exigences d'une guerre qui ne devait s'ouvrir que bien des années plus tard [19]. Et, depuis le déclenchement de la guerre actuelle, les barrières séparant traditionnellement production de guerre et production de paix ont partout volé en éclats. Les ressources de tous les pays ont été mises en commun dans le cadre d'une économie de guerre à l'échelle mondiale.

La « guerre totale » nazie diffère, sous tous ces

l'Allemagne ne furent les premières, dans l'Europe de l'après-guerre, à donner une consécration formelle au principe de la « guerre totale ». En effet, ce fut en France que, le 3 mars 1927, la Chambre des députés adopta à une majorité écrasante, les communistes étant seuls à voter contre, une proposition de loi qui, défendue par le leader socialiste Paul-Boncour, prévoyait la mobilisation de toutes les forces et ressources du pays en vue de la « guerre totale ».

rapports, des anciennes formes de guerre totale dans lesquelles l'esprit d'un capitalisme à dominante concurrentielle venait se répercuter. La guerre totale d'aujourd'hui se révèle donc une forme nouvelle de guerre totale : guerre totale du capitalisme des monopoles et du capitalisme d'État, par opposition aux guerres totales liées au système de la concurrence qui furent le propre d'une période économique révolue.

– 7 –

LES DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES mêmes qui détruisent graduellement la fonction positive de la guerre en tant qu'instrument de la révolution bourgeoise ont créé les prémisses objectives d'un nouveau mouvement révolutionnaire. L'essor du mouvement indépendant de la classe ouvrière a eu pour effet de donner un aspect nouveau au problème de la guerre et de la révolution. Face à cette menace, la classe bourgeoise dirigeante doit assumer aujourd'hui une fonction répressive. De nos jours, vu le changement des conditions historiques, il devient de plus en plus ardu de juger si une forme donnée de guerre, voire la guerre elle-même, conserve encore une valeur positive quelconque pour la révolution du XXe siècle.

En premier lieu, force est de noter, à propos des diverses occasions où, au cours des vingt ou trente dernières années, la classe prolétarienne s'est lancée dans une lutte pour ses buts propres, que la révolution sociale des travailleurs n'a tiré aucun avantage des fonctions positives qu'une guerre révolutionnaire est censée remplir en ce qui concerne l'émancipation d'une classe opprimée. C'est un chapitre particulièrement sombre de l'histoire de la révolution bolchevique en Russie que celui de ses « guerres révolutionnaires ». Et ce chapitre eut pour conclusion tragique le message radiodiffusé du 3 juillet 1941, dans lequel Staline s'abstenait de toute référence au socialisme et à la classe ouvrière. Au lieu de quoi, il exhortait les peuples de l'URSS à défendre l'existence de leur État national, dans le cadre de l'Empire russe, et à faire montre des « qualités inhérentes à notre peuple ». Depuis lors, les forces prodigieuses, auxquelles la révolution de 1917 donna libre essor, ont été utilisées comme des instruments pour la défense du *statu quo* capitaliste en Europe et aux États-Unis contre les innovations non moins ambiguës qui s'ensuivraient de la défaite des puissances « démocratiques » occidentales à l'issue du conflit qui les oppose aux forces « totalitaires » du fascisme nazi.

En quel sens faut-il entendre la thèse paradoxale

selon laquelle la guerre, ce puissant instrument de la révolution bourgeoise du passé, aurait perdu toute importance positive pour la révolution socialiste de l'époque actuelle ? Car, enfin, le mouvement historique du XXe siècle n'est pas séparé de ses devanciers par une muraille de Chine. Et, s'il était exact que la guerre ait rempli hier une fonction absolument positive dans la transformation révolutionnaire de la société, on aurait du mal à comprendre comment il se fait qu'elle ait perdu aujourd'hui cette fonction progressiste.

C'est dans les ambiguïtés, ci-dessus retracées, qui, dès l'origine, furent inhérentes à la guerre bourgeoise, et dans les ambiguïtés cachées de la révolution bourgeoise elle-même, qu'on trouvera réponse à cette question. Il ne fait aucun doute que les guerres révolutionnaires et nationalistes des XVIIIe et XIXe siècles constituèrent des étapes nécessaires du processus qui aboutit à l'établissement de la société capitaliste actuelle et de sa classe bourgeoise dirigeante. Pourtant, malgré toute la passion dont étaient animés les soldats-citoyens appelés à vaincre ou à mourir, la fonction réelle de ces guerres avait à voir bien moins avec l'élément authentiquement émancipateur et démocratique de la révolution qu'avec les effets simultanément répressifs de celle-ci. Présenter la guerre de masse moderne comme le produit de la Révolution française en général, c'est se livrer à une généralisation historique abusive. Un examen plus attentif révèle, en effet, qu'elle fut liée à une phase particulière de cette révolution. De fait, son origine se situe au moment critique où le soulèvement de la Vendée et l'agression étrangère imposèrent le remplacement des principes bien plus démocratiques de la première phase de la révolution par les mesures autoritaires et violentes de la dictature révolutionnaire des Jacobins.

En second lieu, le développement de la conscription universelle et de tous les autres traits de la « guerre totale » fut poursuivi au XIXe siècle moins par la France que par l'État antidémocratique de Prusse. Mais il ne s'agissait nullement d'une simple ironie du sort, comme on l'a parfois soutenu. À la base de ce phénomène se trouve le fait que l'usage effréné de la force convenait mieux encore aux visées des gouvernements réactionnaires d'Europe centrale, lesquels entendaient borner la « guerre de libération » au rétablissement de l'indépendance nationale de leurs États, assujettis à l'Empire français, tout en refusant en même temps d'octroyer à leur sujets des institutions véritablement démocratiques. en outre, bien plus que la démocratie, ce fut le nationalisme bourgeois, et le plus cocardier, que ces guerres toujours plus violentes et sanguinaires eurent pour

effet d'implanter au centre de l'Europe pendant les décennies suivantes, tandis que la guerre de Sécession américaine et les trois guerres bismarckiennes d'agrandissement de la Prusse faisaient progresser encore la forme nouvelle de la guerre de masse.

Dorénavant, et jusqu'à 1914, toutes les guerres capitalistes et impérialistes devaient se heurter à l'opposition plus ou moins résolue des divers courants composant le mouvement international de la classe ouvrière. Ce fut seulement sous l'effet de choc provoqué par la guerre mondiale et la crise politique et économique subséquente que les deux minorités du socialisme allemand redécouvrirent la valeur « positive » de la guerre pour la révolution socialiste. L'une de ces minorités dirigea la révolution avortée des ouvriers allemands, pour se réfugier ensuite dans les activités pro russes du parti communiste. Quand à l'autre, elle consentit à la guerre elle-même comme à un accomplissement indiscutable des aspirations sociales des travailleurs, et, par là, anticipa la guerre « révolutionnaire » que les forces contre-révolutionnaires du national-socialisme font aujourd'hui à la Russie soviétique, de même qu'au capitalisme démocratique.

À l'heure actuelle, l'indécision la plus absolue continue de régner en ce qui concerne la portée de la guerre pour le futur mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Quelles que soient les conséquences de la guerre « totale » en cours pour les fractions rivales de la classe dirigeante internationale, une chose est certaine : pour les ouvriers, cette guerre censée être « révolutionnaire » ne constitue jamais qu'une autre forme, et une forme aggravée, de leur condition normale d'oppression et d'exploitation. En dépit de tout ce qui se dit et se vocifère, cette lutte intestine à la classe dirigeante capitaliste n'est nullement – comme tel fut le cas des anciennes guerres capitalistes – une forme nécessaire et une partie intégrante du progrès historique. Elle a même pour effet de dénaturer jusqu'à ces changements mineurs de la structure économique et politique actuelle que le maintien de l'ancien système exige. La guerre capitaliste a épuisé toutes ses potentialités révolutionnaires. C'est ailleurs que sur les champs de bataille de la guerre capitaliste que se passe la lutte pour le nouvel ordre de société. L'action décisive des travailleurs commence là où la guerre capitaliste finit.



Korsch et les anarchistes

La Deuxième Internationale n'avait pu réussir à transformer le mouvement ouvrier en organisation contrôlant les travailleurs ; la Troisième Internationale y parvint. Désormais, l'autodétermination ouvrière devrait s'affirmer contre toutes les organisations ouvrières existantes, fussent-elles politiques ou économiques. Le parti traditionnel de la bourgeoisie et, avec lui, le syndicat, soit sous sa forme artisanale, soit sous sa forme industrielle, se révélaient des instruments de manœuvre aux mains des colossales bureaucraties du travail. Celles-ci identifiaient leurs propres intérêts au maintien du statu quo social, ou bien devenaient franchement des institutions de contrôle dépendant des gouvernements. Il était clair que les formes organisationnelles dans lesquelles Marx et Engels avaient mis, dans des circonstances toutes différentes, leurs espoirs pour un développement de la conscience de classe prolétarienne, ne pouvaient plus être considérées comme des forces d'émancipation. Bien plus, elles apparaissent bientôt comme les nouvelles formes d'asservissement du prolétariat. Bien qu'à contre-cœur – vu l'inexistence d'une forme nouvelle et mieux adaptée d'organisation de la lutte de classe prolétarienne – Korsch en vint à reconnaître que la fin du capitalisme présuppose et comporte la fin des organisations ouvrières traditionnelles. C'est précisément au soutien que les ouvriers apportent à ces organisations que se mesure l'absence de la conscience de classe.

Cependant, bien que passagères et localisées au début, des manifestations d'indépendance prolétarienne se font jour dans des actions directes tendant à des objectifs de classe ; Korsch les considérait comme autant de signes d'une renaissance de la conscience de classe prolétarienne au sein d'une expansion totalitaire des contrôles autoritaires sur des sphères de plus en plus étendues de la vie sociale. Là où on pouvait trouver de telles actions indépendantes de la classe ouvrière, le marxisme révolutionnaire n'était pas mort. Et le point crucial de la renaissance d'un mouvement révolutionnaire ne se déterminait pas par l'adhésion idéologique à la doctrine marxiste, mais dans l'action de la classe ouvrière pour son propre compte. Jusqu'à un certain point, ce genre d'action était encore pratiqué par le mouvement anarcho-syndicaliste ; Korsch se tourna vers les anarchistes, sans pour autant abandonner ses conceptions marxistes. Il se tournait non vers les anarchistes petits-bourgeois, idéologues du “ laissez-faire ”, mais vers les travailleurs anarchistes et les paysans pauvres d'Espagne, qui n'avaient pas encore succombé sous les coups de la contre-révolution internationale ; laquelle avait fait, du nom même de Marx, l'un de ses symboles.

On a souvent prétendu que la doctrine marxiste ne s'était intéressée à l'anarchisme que pour remettre à leur place les éléments anarchistes qui jouèrent un rôle dans la formation de la Première Internationale. Les anarchistes mettaient l'accent sur la liberté et la spontanéité, sur l'autodétermination et par conséquent sur la décentralisation, sur l'action plutôt que sur l'idéologie, sur la solidarité plutôt que sur les intérêts économiques. C'étaient précisément ces qualités qui faisaient défaut à un mouvement socialiste, qui aspirait à l'influence politique et au pouvoir, dans des nations où le capital était en expansion. Korsch se souciait peu de savoir si cette interprétation, marquée d'anarchisme, du marxisme

révolutionnaire était fidèle à Marx ou non. L'important, dans les conditions du capital au XXe siècle, était de retrouver ces attitudes anarchistes pour ressusciter un mouvement ouvrier. Korsch soulignait que le totalitarisme russe était très étroitement lié à la conviction de Lénine que l'on devait craindre, plutôt que stimuler, la spontanéité de la classe ouvrière et que certaines couches non-prolétariennes de la société – l'intelligentsia – avaient pour fonction d'apporter aux masses la conscience révolutionnaire, celles-ci étant incapables d'acquérir par elles-mêmes leur propre conscience de classe.
Lénine ne fit que dégager, et adapter aux conditions russes, ce qui, silencieusement sans doute, avait depuis longtemps pris place dans le mouvement socialiste, savoir : le règne de l'organisation sur les organisés, le contrôle de l'organisation par la hiérarchie des dirigeants

Paul Mattick



REPERES BIOGRAPHIQUES (1886-1961)

1886 – Né à Tostedt, le 15 août 1886.

1909-11 – Études de droit à l'université d'Iéna. Rejoint la social-démocratie. Ses études finies, il part travailler à Londres où il prend contact avec la société des Fabiens.

1914 – Mobilisé. Le lieutenant Korsch commande une compagnie de canonniers à Douaumont, il est blessé deux fois.

1918 – Pendant la révolution allemande Korsch participe à la fondation d'un conseil d'ouvriers et de soldats.

1919 – Korsch s'éloigne de la social-démocratie lors des débats sur la socialisation de l'économie, il prend position pour une socialisation décentralisée de l'économie à base de conseils, en opposition à l'idée dominante d'étatisation centralisée. Il s'oppose une première fois à Kautsky – le grand leader de la social-démocratie allemande – pour qui le socialiste " ne pouvait faire de propositions que pour la société actuelle ". Pour Korsch, "seule l'imagination créatrice du révolutionnaire ayant accompli au préalable par la pensée, en fonction de la situation économique et psychologique globale, le passage du vieux monde au monde nouveau[1]" permettait d'anticiper l'avenir. Il adhère au parti socialiste de gauche (USPD), lequel se situe entre le jeune parti communiste et la social-démocratie.

1920 – Suite à la grève générale contre le putsch de Kapp, Korsch se rallie aux thèses bolcheviques et défend l'adhésion de l'USPD au parti communiste pro-Moscou (KPD) et à la Troisième Internationale. Il est alors critique des positions du parti communiste ouvrier (KAPD) qui oppose la représentation et gestion directe sur la base de conseils au mode de représentation de la démocratie bourgeoise. Korsch critique Kautsky et les partisans des thèses déterministes qui voyaient "dans le déclin du capitalisme et l'avènement de la société socialiste" la conséquence d'" une nécessité économique "s'accomplissant de soi-même", tôt ou tard, avec la fatalité d'une loi de la nature [2] ".

1921 – Les tensions sociales (insurrection en Allemagne centrale, dite " action de mars 1921 ") s'accompagnent de la montée du nationalisme et du renforcement du mouvement national-socialiste. Les gouvernements socialistes de Saxe et de Thuringe, confient des portefeuilles à des communistes, dont celui de la Justice, en Thuringe, à Korsch. Quelques jours après, l'armée intervient et destitue ces gouvernements, premières expériences de front populaire. À cette période, la politique du parti communiste pro-Moscou soumet le soutien aux soulèvements révolutionnaires à la tactique d'alliance avec la social-démocratie.

1923 – Korsch publie *Marxisme et philosophie*, dans lequel il

1. *Schriften zur Sozialisierung*, p.72-73, Frankfort, 1969.
2. ~~*Marxisme et Philosophie* , p. 164~~
3. Discours au 6e plénum de l'Internationale communiste,

critique l'orthodoxie marxiste social-démocrate qui présente la conception matérialiste de l'histoire comme une “ science ” séparée de la lutte révolutionnaire. Contre cette conception, qui transforme le marxisme en une idéologie, Korsch revendique un marxisme révolutionnaire, activité essentiellement critique. *Marxisme et philosophie* est qualifié d' “ hérésie ” par les bolcheviques et par les idéologues de la IIIème Internationale, tandis que le leader de la social-démocratie, Kautsky, le traite d'“ activiste ”. Au même moment Georg Lukacs publie *Histoire et conscience de classe*. Les deux ouvrages mettent l'accent sur le rôle de la conscience dans l'activité révolutionnaire, contre le déterminisme et le fatalisme historique. Plus que Korsch, Lukacs insiste sur le rôle du parti léniniste dans la formation de cette conscience.

1924 – Élu député au Reichstag, Korsch est nommé rédacteur en chef de la revue théorique du KPD, *Die Internationale*. C'est sa période de grande fidélité au léninisme, un léninisme qu'il concevait comme une politique “ révolutionnaire ”, anti front populaire.

1925-26 – La “ bolchévisation ” du KPD et l'alliance de front uni avec la social-démocratie sont inséparables du rapprochement entre l'État russe et le capitalisme allemand sous la république de Weimar. Le traité commercial germano-russe (qui précéda celui entre Hitler et Staline, en 1939), comporte des clauses permettant l'entraînement de l'armée allemande en Russie. Lors de la ratification du traité au Reichstag, en juin 1926, Korsch sera un des trois seuls députés à voter contre. Il rappela au Parlement les craintes de Rosa Luxembourg exprimées déjà en 1917 : “ Un socialisme russe appuyé sur les réactionnaires baïonnettes prussiennes serait la pire chose qui pourrait encore arriver au mouvement ouvrier révolutionnaire. ”
À partir de là, Korsch s'affirme comme “ oppositionnel ” à la ligne officielle du KPD et rejoint une tendance au sein du même KPD. Ce groupe est en contact avec quelques petits syndicats communistes dissidents qui forment une organisation syndicaliste révolutionnaire (Associations d'industrie). Il s'oppose au projet de reconquête des vieux appareils, propose la création de réseaux autonomes de comités d'entreprises et de conseils de chômeurs. En 1926, Korsch et ses camarades seront exclus pour “ déviation d'ultra-gauche ”. Boukharine, dirigeant russe de l'Internationale, définira ainsi ce terme alors nouveau : “ Incompréhension du problème de la conquête des masses et des objectifs tactiques, c'est-à-dire du front unique et de l'action énergique dans les syndicats [3] ”. Devant l'impuissance de la politique de l'Internationale face à la montée du national-socialisme, on assiste à la prolifération des mini-groupuscules communistes d'opposition. Korsch continue à mener un travail d'agitation en direction de la gauche du KPD.

1927 – Pour les courants oppositionnels il devient évident qu'un front anticommuniste – allant de la droite réactionnaire à la gauche réformiste – prend forme contre l'émergence d'une solution révolutionnaire à la crise capitaliste et que ce front trouve un allié dans le pouvoir bolchevique en Russie. Dès 1925, Korsch dénonce la nature capitaliste du régime soviétique, issu du développement simultané d'une révolution

17-3-26.
4. “ Thèses sur le concept fasciste de l'État ”, 1932.
5. «The fascist counter-revolution», Living Marxism, V, 2,

prolétarienne et d'une révolution bourgeoise, et parle d'un “ impérialisme rouge ”. Pour lui, comme pour d'autres “ gauchistes ” de l'époque, l'appareil du KPD se mettait au service du capitalisme d'État russe qui subordonnait le mouvement communiste international à ses intérêts nationaux. Pour les groupes de la gauche communiste allemande et même russes (dont le plus connu fut alors celui du “ Centralisme démocratique ” de Sapronov), il ne s'agit plus de réformer la Troisième internationale, ni de faire de l'entrisme dans les organisations bolcheviques. Il faut œuvrer désormais à l'apparition d'une nouvelle opposition à la nouvelle forme étatique de production de capital, en dehors des partis communistes existants.

1928 – Fin du mandat de parlementaire de Korsch. Certains membres de sa tendance se dispersent, d'autres retournent dans la gauche de la social-démocratie ou militent dans le KAPD et dans les organisations syndicales radicales (les Unions). Politiquement isolé Korsch vit à Berlin. Il fréquente Bertolt Brecht, avec qui il est lié d'amitié, reprend l'étude de Marx et le travail théorique.

1931 – Korsch assiste, en tant qu'observateur délégué par les syndicalistes révolutionnaires allemands, au Congrès de l'AIT, à Madrid. Il ne cache pas ses sympathies pour ce courant et pour la CNT espagnole, attachés à l'idée d'auto-émancipation sociale et d'action collective autonome.

1932 – Premières réflexions sur le fascisme, que Korsch voit non comme un simple mouvement réactionnaire lié au grand capital, mais comme un phénomène de rupture contre-révolutionnaire, puisant ses forces dans le “ désabusement envers les idéaux politiques du libéralisme et du socialisme [4] ”, en reprenant à son compte des critiques du marxisme et du syndicalisme révolutionnaire contre les institutions. L'édification du nouvel État fasciste devait répondre aux nouveaux besoins de la classe bourgeoise, tout en sauvegardant les rapports sociaux d'exploitation existants.

1933-36 – Après avoir passé quelque temps dans la clandestinité participant à la construction de réseaux révolutionnaires anti-nazis, Korsch quitte l'Allemagne pour le Danemark, où il est l'invité de Brecht. Il se fixe ensuite à Londres où il rédige *Karl Marx* pour un éditeur anglais.

1936 – Korsch émigre aux États-Unis. Sa femme Hedda, spécialiste de pédagogie d'avant-garde, obtient un poste d'enseignement. Korsch effectue quelques travaux de recherche pour l'Institut de Francfort replié à New York, avec lequel il a des relations tendues.

1938-43 – Il écrit pour les revues communistes de conseils, *Living Marxism* et *New Essays*, animées par Paul Mattick, avec qui il a une forte relation d'amitié et de complicité politique, malgré des divergences. Sur la question du volontarisme révolutionnaire, en particulier, Korsch restait moins critique de l'action de Lénine pendant la révolution russe. Il poursuit ses études sur deux axes essentiels : la critique du marxisme en tant qu'idéologie et la critique de la contre-révolution totalitaire, le rôle de l'État. Korsch remarque que si l'État fut au centre de la question révolutionnaire dans les conceptions

1940, Marxisme et contre-révolution, p.191.
6. Lettre à Roman Rosdolsky, 1951.(cité par Bricianer, op.cit.

classique du socialisme (social-démocratie et bolchevisme), il est désormais au centre de la question de la contre-révolution. Le fascisme doit être compris non comme une perturbation anormale et provisoire mais comme un développement normal de la société bourgeoise moderne.“ La loi de la contre-révolution fasciste pleinement développée de notre temps peut s'énoncer comme suit : après la défaite complète des forces révolutionnaires, la contre-révolution fasciste essaie d'accomplir à l'aide de nouvelles méthodes révolutionnaires, et sous une forme grandement différente, les tâches sociales et politiques que les partis et les syndicats réformistes avaient promis d'exécuter sans pouvoir y parvenir dans les conditions historiques données.[5] ”

1939 – Poursuivant sa critique marxiste du marxisme, Korsch met en valeur l'influence du principe jacobin bourgeois dans les conceptions marxistes de l'État et de la révolution et s'intéresse, plus particulièrement, à Bakounine – cette “ pensée en action ”, disait-il. Il considère l'œuvre de Bakounine sur l'État de grande actualité, et le texte “ L'État et l'Anarchie ” comme faisant “ partie des prémisses d'une théorie moderne de la révolution ”, car celui-ci aurait “ prévu plus clairement que Marx les principaux développements survenus dans les révolutions contemporaines.[6]”. De même, il voit dans les idées fédéralistes, une alternative au centralisme étatique.

1941 – Korsch continue à analyser le fascisme et les implications du combat politique. Dans les pays où le fascisme était la forme nouvelle du pouvoir capitaliste la lutte anticapitaliste était inévitablement une lutte antifasciste. Korsch mettait, par contre, en garde contre l'illusion de l'anti-fascisme là où le pouvoir capitaliste avait gardé sa forme démocratique. Soulignant le fait que les démocrates se montraient admiratifs des réussites du fascisme dans le domaine social et économique, il y voyait la manifestation de l'évolution autoritaire des démocraties libérales. Sur fond de concentration du pouvoir économique et politique, c'était tout le capitalisme qui présentait des aspects fascistes : “ l'ennemi le pire et aussi le plus intime de la démocratie est (…) la "démocratie" elle-même, voici le "secret" que dissimulent les batailles verbales entre le "totalitarisme" et l'"antitotalitarisme" [7] ”. C'est pourquoi, et contre ce que proposent les forces de la gauche classique, on ne peut lutter contre le fascisme à l'aide de ses propres méthodes. C'est pourquoi il est impossible de “ participer au "combat de la démocratie contre le fascisme" pour la simple et bonne raison que ce combat n'existe pas.[8]”. Mettant en garde contre les “ objectifs de remplacement ” (sauver une démocratie qui s'est elle-même suicidée), Korsch affirmait la nécessité, au contraire, de lutter contre la branche démocratique du fascisme. Se démarquant des positions qui passaient vite sur la spécificité du fascisme comme contre-révolution politique, Korsch voyait là les bases d'un “ programme positif ”. Dans tous les cas, pour lui, seule la lutte de la classe ouvrière pouvait battre

p.54)

7. “ Workers' fight against Fascism ”, *Living Marxism*,V,3, 1941. On trouvera la version française de ce texte, ainsi que celui cité note 5, en *Marxisme et contre-révolution*, Seuil, 1975, p. 200-201.
8. Ibid. , p.203.
9. Ibid., p. 209.
10. in *Marxisme et Philosophie*, p. 185-187.

véritablement le fascisme. Le seul antifascisme conséquent était l'anticapitalisme. Faute de quoi, le prix à payer serait la consolidation des traits fascistes (l'autoritarisme) par les sociétés démocratiques. Pour reprendre la formule de Serge Bricianer dans l'introduction aux textes de Korsch : “ le fascisme vaincu [aurait] conquis ses vainqueurs [9]”

1950 – Dans les “ Dix thèses sur le marxisme aujourd'hui ” – écrites pour une conférence à Zurich lors d'un voyage en Europe – Korsch discute le changement de fonction du marxisme. Il défend la nécessité de “ rompre avec ce marxisme qui prétend monopoliser l'initiative révolutionnaire et la direction théorique et pratique ”, qui a “ surestimé l'État comme instrument décisif de la révolution sociale[10] ” et qui a fétichisé la croissance économique.

1961 – Gravement malade depuis 1956, Korsch meurt le 21 octobre 1961 à Belmont (Massachusetts, USA).

Sources utilisées : « Karl Korsch » de Paul Mattick, et « Karl Korsch, un itinéraire marxiste », introduction de Serge Bricianer au choix de textes publiés sous le titre Marxisme et contre-révolution, *Seuil, 1975. À ce dernier texte nous avons emprunté de nombreux passages et citations.*



Ab irato



EPUIS 1994, le collectif Ab irato publie des textes de critique sociale. Une équipe prend en charge l'ensemble des tâches, du choix et préparation des textes à la réalisation matérielle et à sa diffusion. La réalisation matérielle et la diffusion sont le fruit d'une activité collective. Vous pouvez nous soutenir, commander nos publications ou nous demander notre catalogue.

« L'effort de compréhension de ce monde n'a de sens que s'il a pour but de le changer »

Titres publiés :

- ✘ *Malcom X à Hollywood.* Charles Reeve, 1994. 15 F.
- ✘ *Au delà des passe-montagnes du sud-est mexicain.* Charles Reeve, Sylvie Deneuve, Marc Geoffroy, 1996. 20 F.
- ✘ *Portrait de Phillippe Sollers.* Arthur Cravan, 1996 rééd. 1999. 10F
- ✘ *Un art d'économie mixte.* Barthélemy Schwartz, 1997. 20 F.
- ✘ *Contrôle urbain, l'écologie de la peur.* Mike Davis, 1998. 20 F.
- ✘ *De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie.* Paul Mattick, 1998. 20F.
- ✘ *D'une guerre à l'autre – parole sur l'Algérie.* Entretien anonyme, 1999. 10 F.

La plupart de nos titres sont disponibles sur :

http://abirato.free.fr

Ab Irato

BP 328 – 75525 Paris cedex 11 France

abirato@free.fr